



VILLE DE MARSEILLE
BATAILLON
DE
MARINS-POMPIERS

DIRECTION GENERALE
DES SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS

Dossier N°: G1692

Marseille, le vendredi 22 juillet 2005

N° 0159-05 RE /BMP/PREV

RAPPORT D'ETUDE

DIVISION PREVENTION
BATAILLON DE MARINS POMPIERS DE MARSEILLE

OBJET : non - asservissement des portes de recoupements au système de sécurité incendie.

REFERENCES : Un dossier transmis par la DPSP le 12 juillet 2005.

COMMUNE	RAISON SOCIALE	CLASSEMENT
MARSEILLE	ECOLE NATIONALE DE LA MARINE MARCHANDE	Type R de 3 ^{ème}
ADRESSE	NATURE DE LA DEMANDE	PETITIONNAIRE
39, Avenue du Corail, 13008 Marseille	DEMANDE DE DEROGATION	Monsieur le Directeur de l'école nationale de la Marine Marchande – Monsieur LE PCIEM LOUEDEC – 39, avenue du Corail – 13285 Marseille cedex 08

Destinataire : Président de la sous commission départementale de sécurité

Copies : Dossier établissement-Archives secrétariat PREV.

Nombre de pages : Trois (3)

DESCRIPTIF

L'ensemble du bâtiment comprend:

- bâtiment A: salles de cours enseignement général, simulateurs, laboratoires de langues (1 vide sanitaire, 1 RdC, 2 étages) ;
- bâtiment B: département d'enseignement, salles de cours, associations d'élèves (1 vide sanitaire, 1 RdC, 2 étages) ;
- bâtiment C: passerelle (1 étage dominant le bâtiment A) (14 personnes) ;
- bâtiment D: entrée des cours, CDI (1 RdC-1 étage) (340 personnes) ;
- bâtiment G: salles d'examens, salle de réception (sous-sol, 1 RdC) (100 personnes) ;
- bâtiment H: ateliers (sous-sol, 1 RdC, 1 étage) (220 personnes) ;
- bâtiment I: salles de cours (1 vide sanitaire, 1 RdC, 1 étage) (110 personnes) ;
- bâtiment J: salles de stage (1 vide sanitaire, 1 RdC, 1 étage) (100 personnes) ;
- bâtiment K: résidence de stagiaires de 30 chambres (1 sous-sol, 1RdC, 1 étage) (30 personnes) ;
- bâtiment L: loge (palin pied) ;
- bâtiment M: chaufferie, garage ;
- bâtiment atelier agents ;
- maisonnette du factorum ;
- logements de fonction.

Demande de dérogation :

Dans le procès verbal de plans n° 2005/6139 du 03 juin 2005 la commission communale de sécurité demande l'asservissement des portes de recoupements conformément aux articles R 16 et MS 60.

Or, les portes de recoupement mises en place avant l'avis de la commission communale de juin 2005 ne peuvent être adaptées pour l'asservissement et doivent donc être remplacées dans leur intégralité.

La demande est motivée :

- par l'aspect financier du au remplacement de toutes les portes ;
- que l'école est un établissement d'enseignement supérieur tous les élèves sont adultes ;
- que l'établissement ne fait l'objet d'aucune dérogation ;
- les portes à double action sont maintenues en position fermée.

L'établissement est doté d'un système de sécurité incendie de catégorie A avec un équipement d'alarme de type 1 et qu'il ne fait l'objet d'aucune dégradation.

CLASSEMENT

a) Activité(s)

Enseignement

b) Effectif théorique ou déclaré

NIVEAU	PUBLIC	PERSONNEL
Effectifs globaux année scolaire	228	70 (enseignants) 14 (agents admi) 23 (agents techniques)
Totaux	228	103

Soit au total : 335 personnes

c) Classement

Type : R

Catégorie : 3^{ème}

REGLEMENTATION APPLICABLE

- Articles R123-1 à R123-55 du CCH.
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié, relatif à la sécurité contre l'incendie et les risques de panique dans les ERP du 1^{er} groupe.
- Arrêté du 04 juin 1982, modifié relatif au type R.

SITUATION ADMINISTRATIVE DE L'ETABLISSEMENT

Avis favorable.

DOCUMENT(S) PRESENTE(S)

Une demande de monsieur LE PCIEM LOUEDEC transmise par la DPSP le 12 juillet 2005.

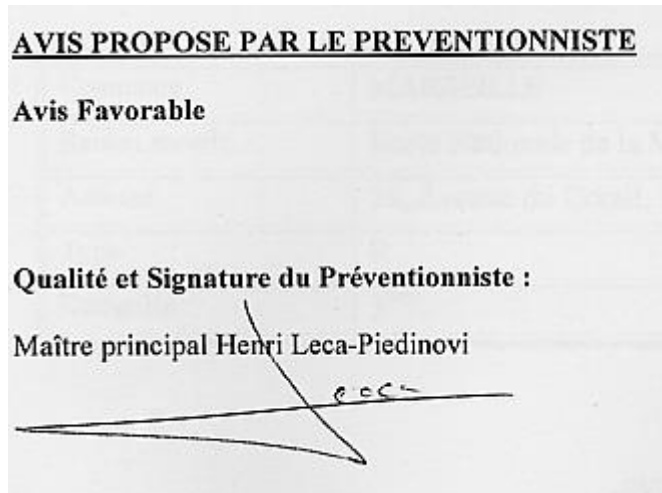
OBSERVATION(S)

L'équipement d'alarme incendie réglementaire pour un ERP de type R de 3^{ème} catégorie sans hébergement est de type 2b au minimum.

L'article R 16 aggrave la réglementation, pour les équipements d'alarme incendie de type 1 ou 2, en imposant l'asservissement conformément aux articles CO 24, CO 44, CO 47 et MS 60.

PRESCRIPTION(S)

/



Fiche de liaison PVT / OPS

Raison Sociale	Ecole Nationale de la Marine Marchande. 11
Numéro de dossier PVT	G1692
Classement	Type(s) R de 2ème catégorie
Activité	Enseignement. Discothèque
Effectif théorique ou déclaré	1470
Adresse	39, Avenue du Corail 13008 Marseille
Nature de la demande	DD porte recoupement demande de dérogation : asservissement des portes de recoupements au système de sécurité incendie.

Descriptif de l'établissement :

L'ensemble du bâtiment comprend:

- bâtiment A: salles de cours enseignement général, simulateurs, laboratoires de langues (1 vide sanitaire, 1 RdC, 2 étages) ;
- bâtiment B: département d'enseignement, salles de cours, associations d'élèves (1 vide sanitaire, 1 RdC, 2 étages) ;
- bâtiment C: passerelle (1 étage dominant le bâtiment A) (14 personnes) ;
- bâtiment D: entrée des cours, CDI (1 RdC-1 étage) (340 personnes) ;
- bâtiment G: salles d'examens, salle de réception (sous-sol, 1 RdC) (100 personnes) ;
- bâtiment H: ateliers (sous-sol, 1 RdC, 1 étage) (220 personnes) ;
- bâtiment I: salles de cours (1 vide sanitaire, 1 RdC, 1 étage) (110 personnes) ;
- bâtiment J: salles de stage (1 vide sanitaire, 1 RdC, 1 étage) (100 personnes) ;
- bâtiment K: résidence de stagiaires de 30 chambres (1 sous-sol, 1RdC, 1 étage) (30 personnes) ;
- bâtiment L: loge (palin pied) ;
- bâtiment M: chaufferie, garage ;
- bâtiment atelier agents ;
- maisonnette du factorum ;
- logements de fonction.

Demande de dérogation :

Dans le procès verbal de plans n° 2005/6139 du 03 juin 2005 la commission communale de sécurité demande l'asservissement des portes de recoupements conformément aux articles R 16 et MS 60.

Or, les portes de recoupement mises en place avant l'avis de la commission communale de juin 2005 ne peuvent être adaptées pour l'asservissement et doivent donc être remplacées dans leur intégralité.

La demande est motivée :

- par l'aspect financier du au remplacement de toutes les portes ;
- que l'école est un établissement d'enseignement supérieur tous les élèves sont adultes ;
- que l'établissement ne fait l'objet d'aucune dérogation ;
- les portes à double action sont maintenues en position fermée.

L'établissement est doté d'un système de sécurité incendie de catégorie A avec un équipement d'alarme de type 1 et qu'il ne fait l'objet d'aucune dégradation.

Analyse du risque :

Observation(s) du chef de division prévention :

Plan d'intervention :




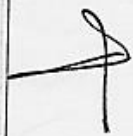
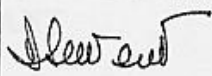
La division prévention propose la création d'un plan d'intervention : OUI / NON

Visa du chef de division prévention :

**PREFECTURE DE LA REGION PROVENCE ALPES COTE D'AZUR
PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE**

COMPTE RENDU DE LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE
DU : mercredi 03 août 2005.
RELATIF AU PROCES-VERBAL N° 269,05 EN DATE DU mercredi 03 août 2005.

CONCERNANT L'ETABLISSEMENT : Ecole Nationale de la Marine Marchande –
Demande de dérogation : non-asservissement des portes de recoupement au système de sécurité incendie.

Membre	Nom/Prénom	Avis motivé Observations éventuelles	Signature
Président	Genetère PRÉVOLI	AVIS FAVORABLE à la demande de dérogation	
DDE	M. Boube	Favorable à la dérogation solicitée	
Police	GIANATTASIO	Avis favorable	
Préventionniste / Rapporteur	CP GRIMAUD	Favorable	
Maire ou représentant	D. SERVANT	Avis Favorable	



**PREFECTURE DE LA REGION PROVENCE ALPES COTE D'AZUR
PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE**

CABINET

SERVICE INTERMINISTERIEL REGIONAL
DES AFFAIRES CIVILES ET ECONOMIQUES
DE DEFENSE ET DE LA PROTECTION CIVILE

PV n° **269.05**

du **03/082005**

BUREAU DES COMMISSIONS DE SECURITE

**PROCES -VERBAL
DE LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE
POUR LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE
ET DE PANIQUE DANS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU
PUBLIC ET LES IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR**
(établi en application des dispositions de l'article 42 du décret 95.260 du 8 mars 1995)

En application des dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation et du décret n° 95.260 du 8 mars 1995, la commission pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur s'est réunie le mercredi 03 août 2005 :

- ☐ ~~Pour procéder à une visite périodique~~
- ☐ ~~Pour examiner la proposition d'avis du groupe de visite~~
- ☐ ~~Pour procéder à une visite d'ouverture~~
- ☐ ~~Pour lever un avis défavorable~~
- ☐ ~~Pour étudier un permis de construire n°~~
- ☐ ~~Pour étudier une déclaration de travaux n°~~
- ☐ ~~Pour étudier une autorisation de travaux ou d'aménagement~~
- ☐ Autre motif : Demande dérogation : non-asservissement des portes de recoupement au système de sécurité incendie.

ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

Commune	MARSEILLE
Raison sociale	Ecole Nationale de la Marine Marchande.
Adresse	39, Avenue du Corail, 13008 Marseille.
Type	R
Catégorie	3 ^{ème} .

ETAIENT PRESENTS

Membres avec voix délibérative :

Nom	Service représenté
Madame PREVOLI	Président représentant le préfet des Bouches du Rhône
Monsieur BOUBE	Représentant le Directeur Départemental de l'Equipe ment
Monsieur GIANNATTASIO	Représentant le Directeur Départemental de la Sécurité Publique
Monsieur le CF GRIMAUD	Rapporteur représentant le Commandant du Bataillon de Marins-Pompiers
Madame SERVANT	Adjoint au Maire représentant le Maire de Marseille

Membres avec voix consultative :

- ☐
- ☐
- ☐
- ☐
- ☐

Autres participants :

- | | |
|--|---------------------|
| <input type="checkbox"/> Monsieur SUANEZ | DPSP |
| <input type="checkbox"/> Monsieur le MP DECEGLIE | Division prévention |
| <input type="checkbox"/> Monsieur le MT NACIO | Division prévention |

DESCRIPTIF

L'ensemble du bâtiment comprend:

- bâtiment A: salles de cours enseignement général, simulateurs, laboratoires de langues (1 vide sanitaire, 1 RdC, 2 étages) ;
- bâtiment B: département d'enseignement, salles de cours, associations d'élèves (1 vide sanitaire, 1 RdC, 2 étages) ;
- bâtiment C: passerelle (1 étage dominant le bâtiment A) (14 personnes) ;
- bâtiment D: entrée des cours, CDI (1 RdC-1 étage) (340 personnes) ;
- bâtiment G: salles d'examens, salle de réception (sous-sol, 1 RdC) (100 personnes) ;
- bâtiment H: ateliers (sous-sol, 1 RdC, 1 étage) (220 personnes) ;
- bâtiment I: salles de cours (1 vide sanitaire, 1 RdC, 1 étage) (110 personnes) ;
- bâtiment J: salles de stage (1 vide sanitaire, 1 RdC, 1 étage) (100 personnes) ;
- bâtiment K: résidence de stagiaires de 30 chambres (1 sous-sol, 1RdC, 1 étage) (30 personnes) ;
- bâtiment L: loge (palin pied) ;
- bâtiment M: chaufferie, garage ;
- bâtiment atelier agents ;
- maisonnette du factorum ;
- logements de fonction.

Demande de dérogation :

Dans le procès verbal de plans n° 2005/6139 du 03 juin 2005 la commission communale de sécurité demande l'asservissement des portes de recoupements conformément aux articles R 16 et MS 60.

Or, les portes de recoupement mises en place avant l'avis de la commission communal de juin 2005 ne peuvent être adaptées pour l'asservissement et doivent donc être remplacées dans leur intégralité.

La demande est motivée :

- par l'aspect financier du au remplacement de toutes les portes ;
- que l'école est un établissement d'enseignement supérieur tous les élèves sont adultes ;
- que l'établissement ne fait l'objet d'aucune dérogation ;
- les portes à double action sont maintenues en position fermée.

L'établissement est doté d'un système de sécurité incendie de catégorie A avec un équipement d'alarme de type 1 et qu'il ne fait l'objet d'aucune dégradation.

CLASSEMENT

a) Activité(s)

Enseignement

b) Effectif théorique ou déclaré

NIVEAU	PUBLIC	PERSONNEL
Effectifs globaux année scolaire	228	70 (enseignants) 14 (agents admi) 23 (agents techniques)
Totaux	228	103

Soit au total : 335 personnes

c) Classement

Type : R

Catégorie : 3^{ème}

REGLEMENTATION APPLICABLE

- Articles R123-1 à R123-55 du CCH.
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié, relatif à la sécurité contre l'incendie et les risques de panique dans les ERP du 1^{er} groupe.
- Arrêté du 04 juin 1982, modifié relatif au type R.

SITUATION ADMINISTRATIVE DE L'ETABLISSEMENT

Avis favorable.

DOCUMENT(S) PRESENTE(S)

Une demande de monsieur LE PCIEM LOUEDEC transmise par la DPSP le 12 juillet 2005.

OBSERVATION(S)

L'équipement d'alarme incendie réglementaire pour un ERP de type R de 3^{ème} catégorie sans hébergement est de type 2b au minimum.

L'article R 16 aggrave la réglementation, pour les équipements d'alarme incendie de type 1 ou 2, en imposant l'asservissement conformément aux articles CO 24, CO 44, CO 47 et MS 60.

PRESCRIPTION(S)

/

DECISION

A l'issue de la réunion, la sous-commission pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, après prise en compte des avis écrits motivés, émet un :

AVIS FAVORABLE

- ☐ à la poursuite de l'exploitation de l'établissement
- ☐ à l'ouverture au public de l'établissement
- ☐ au permis de construire n°
- ☐ à la déclaration de travaux n°
- ☐ à l'autorisation de travaux ou d'aménagement
- ☐ pour les motifs suivants : à la demande de dérogation pour les
portes de recoupement des unités l'aménagement
des portes de recoupement SSI.
 -
 -
 -
 -

La commission rappelle les dispositions de l'article R123.43 du Code de la Construction et de l'Habitation :

« les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation, aux vérifications nécessaires par des organismes ou personnes agréées dans les conditions fixées par arrêté du ministère de l'Intérieur et des ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement ».

LE PRESIDENT

M

Genève PREVÔL